



## Les grands titres:

- L'autonomisation économique des femmes est cruciale pour éradiquer la pauvreté, selon l'ONU
- L'Iraq poursuit son combat contre Daech et demande à la Turquie de se retirer de son territoire
- Le Liban demande de l'aide pour sortir de sa crise politique et faire face au flux de réfugiés
- Le Burkina Faso souligne son engagement résolu à consolider la démocratie chez lui et en Afrique
- Israël a un «brillant avenir aux Nations Unies», affirme le Premier ministre
- La Libye estime que l'accord politique demeure la solution à la crise qu'elle connaît
- Le Cameroun appelle à agir pour mettre en oeuvre les Objectifs de développement durable
- L'Iran dénonce le rôle de l'Arabie saoudite dans les crises au Proche-Orient
- Madagascar appelle à plus de transferts de technologies et de capital pour les pays émergents
- Le Bénin appelle à éradiquer la pauvreté de masse
- La Côte d'Ivoire appelle les pays développés à respecter leurs engagements en faveur des pays en développement
- La Palestine dénonce la poursuite des colonies de peuplement israéliennes
- Sécurité aérienne : le Conseil de sécurité réclame des mesures pour répondre à la menace terroriste
- L'ONU appelle les Etats à respecter leurs engagements pris au Sommet humanitaire mondial d'Istanbul
- De grandes voix de l'humanitaire et du développement appellent à un soutien accru aux personnes déplacées internes
- L'ONU célèbre le 30e anniversaire de la Déclaration sur le droit au développement
- Lutte contre la faim : des progrès mais une mobilisation est nécessaire pour une élimination complète, selon l'ONU
- Soudan du Sud : Ban Ki-moon appelle à faire pression sur les parties en conflit pour mettre fin aux violences
- L'ONU invite les Etats à intensifier la lutte contre les attaques visant le patrimoine culturel
- RDC : le chef des droits de l'homme de l'ONU met en garde contre une détérioration de la situation

## L'autonomisation économique des femmes est cruciale pour éradiquer la pauvreté, selon l'ONU



Des femmes employées dans une usine de textile à Accra, au Ghana, produisent des chemises pour l'exportation. Photo: Banque mondiale/Dominic Chavez

**22 septembre** - L'autonomisation économique des femmes est cruciale pour éradiquer la pauvreté et réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030, selon les conclusions d'un rapport présenté jeudi par un groupe de haut niveau dédié à cette question.

Le rapport [rapport](#), qui a été remis au Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, lors d'une réunion en marge du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies, attire notamment l'attention sur le travail et les soins non rémunérés exercés par beaucoup de femmes et qui sont l'un des principaux obstacles à leur autonomisation



économique.

« Comblent l'écart salarial entre les femmes et les hommes et recherchent des solutions pour le travail non rémunéré effectué par des millions de femmes et de filles aura un impact énorme sur la capacité des femmes à changer leur vie, surtout les plus pauvres », a déclaré la Directrice exécutive de l'agence onusienne ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka.

« Avec de l'argent en poche et un contrôle accru sur leur propre temps et leurs ressources, les femmes peuvent prendre des décisions sur la façon de rendre leur vie et celle de leurs enfants meilleures et plus sûres », a-t-elle ajouté. « Il est temps, pour nous, et pour le monde, de mettre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au centre des changements auxquels nous aspirons tous, et d'avoir un réel impact sur la pauvreté ».

Le rapport présenté jeudi met en évidence sept principaux facteurs pour déverrouiller le potentiel des femmes à participer pleinement à l'économie et atteindre l'indépendance financière : lutter contre les normes défavorables et promouvoir des modèles positifs ; assurer la protection juridique et la réforme des lois et règlements discriminatoires ; reconnaître, réduire et redistribuer le travail et les soins non rémunérés ; développer des outils financiers, immobiliers et numériques ; changer la culture et la pratique des entreprises, améliorer les pratiques du secteur public en matière d'emploi et d'acquisition, et renforcer la visibilité, la voix collective et la représentation.

Le Groupe de haut niveau pour l'autonomisation économique des femmes, qui a été créé par le Secrétaire général de l'ONU en janvier 2016, comprend des représentants de gouvernements, du secteur privé, de syndicats, de banques, d'organisations de la société civile et d'organisations multilatérales, comme l'ONU-Femmes.

Des études ont montré que les femmes investissent leurs revenus dans leurs familles et leurs communautés, y compris en matière de santé et d'éducation. Selon l'Institut McKinsey Global, si les femmes dans tous les pays jouaient un rôle identique aux hommes dans le domaine économique, ce sont 28.000 milliards de dollars qui seraient ajoutés à l'économie mondiale d'ici à 2025.

« L'égalité des sexes reste l'un des plus grands défis en matière de droits humains de notre époque », a dit Ban Ki-moon au moment de la présentation du rapport. « Je suis persuadé que d'ici à 2030 cette planète sera une 'planète 50-50'. Faisons des efforts pour y arriver. Une façon de réaliser cet objectif est de le faire grâce à l'autonomisation économique des femmes ».

## L'Iraq poursuit son combat contre Daech et demande à la Turquie de se retirer de son territoire



Premier ministre iraquien, Haider al-Abadi, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Loey Felipe

**22 septembre** - Le Premier ministre iraquien, Haider al-Abadi, a affirmé jeudi devant l'Assemblée générale des Nations Unies que l'Iraq était « en cours de libération » et que la province de Ninive serait reprise des mains de l'organisation terroriste Daech avant la fin de l'année.

Dans un discours au débat général de l'Assemblée générale, M. al-Abadi a appelé la communauté internationale à maintenir plus longtemps son appui à la protection et au retour des personnes déplacées internes en Iraq, anticipant une hausse de personnes obligées de fuir leurs domiciles après la bataille pour la libération de la province de Ninive.

« Il n'y a pas d'autre choix que de coopérer dans la guerre contre le terrorisme », a souligné M. al-Abadi. « Sans cette coopération, le terrorisme se développerait partout et les réfugiés fuyant les zones de conflit augmenteraient beaucoup », a-t-il prévenu.

Le chef du gouvernement irakien a affirmé que Daech était un ennemi de l'Islam qui « a assassiné » des milliers de musulmans. « Daech, qui prétend à tort défendre les Sunnites, tue des Chiites, des Sunnites, des Yézidis, des Arabes, des Kurdes et également des Turkmènes », a-t-il dit.

« Nous appelons les nations du monde entier à s'engager dans l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité ».

pour empêcher le soutien, le financement et l'armement de groupes terroristes, en plus des résolutions de l'Assemblée générale liées à la sauvegarde du patrimoine culturel iraquien », a-t-il ajouté.

Il a saisi l'occasion de sa présence à l'Assemblée générale pour demander à la communauté internationale de faire tout son possible pour mettre fin aux conflits, empêcher les guerres, soutenir la paix et la sécurité, encourager le développement d'opportunités, et s'abstenir de mener des politiques d'intervention dans les affaires internes des autres Etats.

« Ces politiques ajoutent plus de souffrances pour les peuples et approfondissent les divisions dans notre région qui connaît déjà des guerres internes et des interventions extérieures qui exacerbent la misère des populations civiles à des niveaux élevés », a souligné le Premier Ministre iraquien. « Nous appelons la communauté internationale à maintenir et à respecter la souveraineté de l'Iraq et demandons à la Turquie de retirer ses forces de notre territoire », a-t-il dit, précisant que la présence de ces troupes était rejetée par les Iraquiens et minait les efforts visant à libérer la province de Ninive.

Sur le plan des réformes économiques et financières, le Premier ministre iraquien a assuré que son gouvernement menait un programme ambitieux de réductions des dépenses publiques malgré les défis et la nécessité de poursuivre les dépenses nécessaires pour lutter contre le terrorisme. Il a également mentionné la restructuration de plusieurs administrations, le renforcement des partenariats avec le secteur privé et la poursuite de la lutte contre la corruption à travers une coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

## Le Liban demande de l'aide pour sortir de sa crise politique et faire face au flux de réfugiés



Premier ministre du Liban, Tammam Salam, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Loey Felipe

**22 septembre** - Le Premier ministre libanais, Tammam Salam, a demandé jeudi l'aide de la communauté internationale pour résoudre la crise politique dans laquelle le Liban est plongé et pour faire face au flux de réfugiés sur son territoire.

La crise politique se caractérise notamment par l'incapacité du Parlement libanais d'élire un Président de la République depuis plus de deux ans et demi, a déclaré M. Salam dans un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU. « Cette crise a conduit à une quasi-paralysie de l'autorité législative, à un ralentissement du travail de l'exécutif et a eu des répercussions négatives sur la situation économique », a-t-il affirmé.

Affirmant que le problème « n'est pas uniquement entre les mains des Libanais », M. Salam a appelé les amis du Liban « et tous ceux qui souhaitent éviter l'émergence d'une nouvelle zone de tension au Proche-Orient » à aider à l'élection d'un Président de la République, « afin de rééquilibrer nos institutions constitutionnelles et de protéger le modèle libanais de coexistence, qui est le principal reliquat des expériences de pluralisme en Orient ».

Evoquant le conflit syrien, le Premier ministre a affirmé qu'il avait provoqué une crise de déplacements sans précédent, qui « constitue pour le Liban un fardeau insupportable dépassant ses capacités ».

« Notre pays accueille, sur une superficie limitée, un nombre de réfugiés syriens équivalant à un tiers de sa population », a-t-il dit. « Nous nous acquittons de notre devoir humanitaire à leur égard avec des ressources limitées, avec un soutien international insuffisant ».

M. Salam s'est dit « très déçu » de la réponse internationale aux besoins du Liban en tant que pays d'accueil. Affirmant que « le Liban n'est plus en mesure d'assimiler de nouvelles personnes déplacées », il a exhorté les Nations Unies à produire un plan d'ensemble pour réinstaller en Syrie les Syriens déplacés se trouvant en territoire libanais.

« En attendant qu'un tel plan se matérialise, nous soulignons une nouvelle fois le caractère temporaire de la présence syrienne au Liban et nous déclarons que notre pays n'est pas un pays d'asile permanent et n'est une patrie définitive que pour les Libanais », a-t-il ajouté.

## Le Burkina Faso souligne son engagement résolu à consolider la démocratie chez lui et en Afrique



**22 septembre** - Devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a affirmé que son pays avait renoué avec « les valeurs cardinales qui fondent la démocratie et l'état de droit » et a appelé à soutenir les efforts en faveur de la « recherche de la paix et de l'enracinement de la démocratie en Afrique ».

« Le développement durable n'a jamais figuré en aussi bonne place dans l'agenda des priorités de la communauté internationale », a déclaré le premier Président burkinabé démocratiquement élu depuis 1978, précisant que le Plan national de développement économique et social (PNDES) adopté par son gouvernement pour la période 2016-2020 s'inscrit dans la lignée du Programme de développement durable à l'horizon 2030. « Nous savons pouvoir compter sur la solidarité agissante de tous, qui en soutien aux efforts propres de l'Etat burkinabé, permettra de consolider les bases d'un véritable développement durable, gages de paix, de sécurité et de stabilité de notre pays », a-t-il ajouté.

« Le Burkina Faso salue le Plan d'action contre l'extrémisme violent du Secrétaire général adopté le 15 janvier 2016 et appelle à la finalisation urgente et l'adoption du projet de convention générale sur le terrorisme », a dit M. Kaboré pour qui le terrorisme international et l'extrémisme violent se sont imposés comme des « menaces majeures de notre temps ».

Selon le Président burkinabé, l'efficacité de la lutte contre ces menaces dépendra de la capacité de la communauté internationale à s'inscrire dans une logique de partenariat, de mutualisation des efforts, d'échanges de renseignements dans le cadre d'une « coalition mondiale, cohérente et solide ».

« La paix, la sécurité et le développement sont indissociables », a rappelé M. Kaboré. « L'Afrique s'est inscrite dans une dynamique de recherche de la paix et d'enracinement de la démocratie ».

Le chef de l'Etat burkinabé considère que la situation sécuritaire dans le nord du Mali, au Soudan du Sud et en Somalie mérite toute l'attention de la communauté internationale « afin que ces pays puissent clore définitivement le chapitre des violences des conflits et des crises qui plombent leur ancrage institutionnel et leurs efforts de développement ».

Dans le domaine de la santé, M. Kaboré a rappelé que la lutte contre le VIH/sida doit rester d'actualité alertant que les risques de résurgences sont énormes en raison de la croissance démographique rapide de la frange jeune de la population. « La volonté du Burkina Faso de mettre définitivement un terme à ce fléau d'ici 2030 reste ferme », a-t-il assuré indiquant que son pays avait adopté un Cadre stratégique national de lutte contre le VIH/sida et les infections sexuellement transmissibles.

Le Président du Burkina Faso a conclu en appelant la communauté internationale à engager une « réforme responsable et équilibrée de l'ONU pour un ordre international plus juste, plus équitable et plus viable ». Faisant référence au Conseil de sécurité, il a réitéré la position africaine « qui n'a pour objectif que la réparation d'une injustice historique vis-à-vis de l'Afrique ».

## Israël a un «brillant avenir aux Nations Unies», affirme le Premier ministre



Premier ministre d'Israël, Benjamin Netanyahu, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

**22 septembre** - Le Premier ministre d'Israël, Benjamin Netanyahu, a affirmé jeudi que son pays avait « un avenir brillant devant lui aux Nations Unies », tout en reconnaissant que cette affirmation a de quoi surprendre dans la mesure où, d'année en année, il a fréquemment dénoncé l'Organisation pour sa « partialité à l'encontre d'Israël ».

Pour preuve de cette « partialité », M. Netanyahu a mentionné les nombreuses résolutions votées chaque année par l'Assemblée générale contre son pays, les condamnations régulièrement prononcées par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU « contre Israël plus que contre n'importe quel autre pays au monde ».

« De force morale, les Nations Unies sont passées à une farce morale », a déploré le Premier ministre israélien, avant d'ajouter : « Mais tout va changer, et bien plus tôt que vous ne le pensez ». Ce changement, a-t-il affirmé, interviendra même dans l'enceinte de l'Assemblée générale, à mesure que les gouvernements du monde changent d'attitude vis-à-vis d'Israël. Il a souligné que, d'ores et déjà, de nombreux pays considèrent Israël comme un « partenaire puissant » sur le plan économique et dans la lutte contre le terrorisme, notamment du fait de l'efficacité de ses services de renseignement.

M. Netanyahu a également affirmé que, pour la première fois, les autres États de la région reconnaissent qu'Israël « n'est pas l'ennemi mais un allié » face, notamment, à l'Iran et au groupe terroriste Daech. Il a déclaré que les relations diplomatiques d'Israël sont en train de « connaître une révolution ». Il a toutefois rappelé que l'alliance la plus « précieuse » de son pays demeurait celle qu'il entretient avec les États-Unis, pays « le plus puissant et le plus généreux qui soit ».

Faisant référence à une déclaration faite, quelques instants plus tôt, par le Président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, le Premier ministre israélien a reproché à son homologue de s'en être pris à la Déclaration Balfour de 1917. « Nous avons là quelqu'un de coincé dans le passé », a-t-il déclaré, avant d'affirmer que si le dirigeant palestinien s'est attaqué à cette déclaration, « c'est parce qu'elle reconnaît le droit du peuple juif à sa propre terre ». Il a affirmé que les Palestiniens persistent à refuser de reconnaître le droit à un État juif, quelles que soient ses frontières. « Le conflit perdure car ce que les Palestiniens veulent, c'est Haïfa, Jaffa et Tel Aviv », a-t-il insisté, avant d'annoncer qu'il était prêt à négocier sur tout, « sauf sur notre droit à un État juif ». Lorsque les Palestiniens accepteront enfin l'idée d'un État juif, a-t-il dit, il sera temps de mettre un terme à cette « tragédie ».

M. Netanyahu a par ailleurs déclaré que les dirigeants palestiniens entravent également l'avenir de leur population en faisant l'apologie du terrorisme et en « procédant à un lavage de cerveau des enfants » pour leur inculquer une culture de la haine. « En Israël, nous ne faisons pas cela. Nous éduquons nos enfants dans une culture de paix », a-t-il affirmé, tout en soulignant qu'il s'opposait à l'idéologie de certains extrémistes juifs, comme ceux qui ont perpétré un incendie criminel l'an dernier dans un village en Cisjordanie. « Les dirigeants palestiniens rémunèrent les terroristes alors que les dirigeants israéliens jettent les terroristes juifs en prison », a-t-il soutenu.

Par ailleurs, M. Netanyahu a indiqué qu'il n'avait pas renoncé à la paix et qu'il avait appelé les dirigeants palestiniens à entretenir un dialogue direct avec Israël. « Président Abbas, au lieu de parler ici du peuple israélien, je vous invite à venir parler au peuple israélien à la Knesset, et je viendrai volontiers m'adresser aux Palestiniens devant le Parlement à Ramallah », a-t-il proposé.

Les principales victimes du terrorisme sont des « musulmans innocents », a tenu à rappeler M. Netanyahu. Pour vaincre l'extrémisme violent, il a appelé à lutter « à la fois dans le monde réel et virtuel ». Il a indiqué qu'Israël combattait chaque jour les actes des extrémistes, qu'il s'agisse du Hezbollah libanais ou du Hamas, dont il a dénoncé « l'indécence et la barbarie ».

La menace la plus importante pour la paix mondiale, a toutefois estimé M. Netanyahu, demeure le régime iranien. Il a souligné que, malgré la signature d'un accord sur le programme nucléaire iranien, l'Iran a procédé à des tirs de missiles balistiques cette année et consolide chaque jour son « réseau terroriste ». « Israël ne permettra pas au régime terroriste iranien de développer l'arme nucléaire, ni aujourd'hui, ni dans 10 ans, ni jamais », a-t-il martelé.

Le Premier ministre d'Israël s'est enfin dit confiant que son pays continuerait à forger, dans les années à venir, une paix durable avec tous les pays voisins.

## La Libye estime que l'accord politique demeure la solution à la crise qu'elle connaît



Président du Conseil de la présidence du gouvernement d'entente nationale de la Libye, Faiez Mustafa Serraj, s'exprime lors du débat général de la 71ème session de l'Assemblée générale de l'ONU. Photo ONU/Cia Pak

**22 septembre** - Le Président du Conseil de la présidence du gouvernement d'entente nationale de la Libye, Faiez Mustafa Serraj, a déclaré jeudi devant l'Assemblée générale des Nations Unies que l'accord politique signé par les parties libyennes demeure la solution à la crise actuelle en Libye.

Il a ajouté qu'il fallait que le processus politique se poursuive et souligné que le gouvernement faisait tout son possible pour garantir la réconciliation nationale entre les Libyens, l'état de droit et la démocratie.

C'est dans cette optique que le gouvernement veut orienter les ressources financières dont il dispose pour réaliser ces objectifs. M. Serraj a exhorté tous les États à restituer à la Libye les avoirs libyens qui sont déposés chez eux afin de réaliser les objectifs du gouvernement. Il a demandé le retour des missions diplomatiques des pays partenaires à Tripoli afin de pouvoir discuter dans un cadre formel.

« Nous sommes conscients des préoccupations sécuritaires mais nous sommes sérieux quant au rétablissement de la sécurité dans le pays », a-t-il dit.

Il a lancé un appel à tous les Libyens : « Venez nous rejoindre, ceux d'entre vous qui croient à un État fort, à une armée forte qui vous défendront de tous les agresseurs ».

S'agissant de la lutte contre le terrorisme, le Président a condamné le terrorisme, notamment Daech, qui vise à exploiter les ressources naturelles. Il a ajouté qu'il fallait mobiliser les efforts et coopérer pour lutter efficacement contre le terrorisme. À cet égard, il a demandé la levée de l'embargo sur les armes concernant la Libye.

S'agissant de la question des droits de l'homme, le Président du Conseil de la présidence a indiqué que le parlement libyen a adopté diverses lois pour garantir le respect des droits de l'homme. Il a prévenu que la situation actuelle rendait difficile de faire respecter ces droits mais que cela n'empêchait pas le gouvernement de mener une campagne de lutte contre l'impunité.

En ce qui concerne les flux de migrants, il a dit que la situation avait des répercussions graves en Libye notamment le fait que les organisations terroristes profitent de cette aubaine pour envoyer leurs éléments dans diverses parties du monde. Selon lui, la solution est de traiter les causes profondes de ces migrations par l'aide au développement dans les pays d'origine et la lutte contre le chômage.

## Le Cameroun appelle à agir pour mettre en oeuvre les Objectifs de développement durable



Président du Cameroun, Paul Biya, devant l'Assemblée générale des Nations Unies.  
Photo ONU/Cia Pak

**22 septembre** - Le Président du Cameroun, Paul Biya, a appelé jeudi la communauté internationale à agir pour mettre en œuvre les Objectifs de développement durable (ODD) qui ont été adoptés il y a un an par les Etats membres des Nations Unies.

« Nous avons, dans le passé, adopté des agendas, des déclarations, des programmes d'action. Ils ont soulevé d'immenses espoirs dans le monde auprès des jeunes, des femmes et des hommes, dans les villes et les campagnes. Ils étaient annonciateurs d'un monde nouveau, de paix et de prospérité partagée. Pour autant, les actions convenues n'ont été que partiellement mises en œuvre », a dit M. Biya dans un discours au débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Organisons-nous aujourd'hui pour que les ODD connaissent un sort meilleur », a-t-il lancé à l'adresse des autres Etats membres.

Selon M. Biya, « l'heure n'est plus aux promesses. C'est le temps de l'engagement. C'est le temps de l'action ».

« Nos efforts rencontreront divers obstacles, dont la persistance des conflits et la montée du terrorisme. Mon pays peut en parler en connaissance de cause, lui qui mène depuis trois ans une véritable guerre contre ce dernier fléau. Cette menace d'un type nouveau, à la paix et au développement, appelle, je le redis volontiers, une réponse, une détermination et une action collectives », a-t-il ajouté.

Le Président camerounais a noté que l'objectif 16 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 met l'accent sur la promotion et l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous. « Il devrait, en ce qui nous concerne, nous permettre de lutter efficacement contre Boko Haram », a-t-il souligné.

« Si nous décidons, ici et maintenant, de mobiliser effectivement et concrètement nos immenses ressources. Si nous décidons de les consacrer à l'atteinte des Objectifs de développement durable. Alors les ODD deviendront réellement cette dynamique transformatrice du monde d'aujourd'hui en un monde de paix et de prospérité partagée », a-t-il ajouté.

## L'Iran dénonce le rôle de l'Arabie saoudite dans les crises au Proche-Orient



Président de l'Iran, Hassan Rouhani, devant l'Assemblée générale des Nations Unies.  
Photo ONU/Cia Pak

**22 septembre** - Le Président de l'Iran, Hassan Rouhani, a dénoncé jeudi le rôle de l'Arabie saoudite dans le désordre régnant actuellement au Proche-Orient, l'accusant notamment de soutenir des groupes terroristes hérétiques (« takfir ») et de diviser les musulmans.

« Sans aucun doute, si la région veut inverser la dangereuse tendance actuelle et se tourner vers le développement et la stabilité, certains pays doivent cesser de bombarder leurs voisins et de soutenir des groupes terroristes hérétiques », a déclaré M. Rouhani dans un discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Si le gouvernement saoudien est sérieux dans sa vision en matière de développement et de sécurité régionale, il doit abandonner ses politiques consistant à semer la division, à répandre une idéologie de haine et à fouler aux pieds les droits de ses voisins, il doit accepter ses responsabilités en matière de protection de la vie et de la dignité des pèlerins (de La Mecque)

et baser ses relations avec les autres nations de la région sur le respect mutuel et la responsabilité », a-t-il affirmé.

« L'Iran est opposé à toute forme de sectarisme et à toute tentative de promouvoir des divisions basées sur la religion. Les musulmans, qu'ils soient chiites ou sunnites, ont vécu et continuent de vivre ensemble depuis des siècles dans l'harmonie et le respect mutuel », a assuré M. Rouhani.

« Pour déraciner la violence de la région, il n'y a pas d'autre choix que de promouvoir la démocratie, les droits des citoyens et le développement économique », a poursuivi le Président iranien.

Selon lui, l'Iran « considère qu'il est impératif de préserver l'intégrité territoriale des Etats, de laisser intactes les frontières nationales, de promouvoir le droit des peuples à l'autodétermination et de s'abstenir par principe de menacer de recourir à la force. Nous réitérons également la nécessité d'utiliser la diplomatie pour résoudre les conflits ».

S'agissant de l'accord sur le programme nucléaire iranien conclu l'an dernier, le Président iranien a estimé que cet accord avait « confirmé la nature pacifique » de ce programme. Il a toutefois accusé les Etats-Unis de ne pas avoir respecté les dispositions de cet accord « au cours des derniers mois ».

## Madagascar appelle à plus de transferts de technologies et de capital pour les pays émergents



Président de Madagascar, Hery Martial Rajaonarimampianina, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

**22 septembre** - Le Président de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina, a appelé jeudi la communauté internationale à accroître les transferts de technologies et de capital en faveur « des pays à fort potentiel » et a réaffirmé son engagement envers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) dont il a rappelé l'universalité.

« Ces ODD ne concernent pas seulement les pays en développement ou pauvres. Ils s'adressent à tous les pays en s'adaptant aux réalités locales et au différentiel de développement, sachant qu'un monde durable ne saurait se construire sans une transition écologique au Nord ni un développement responsable au Sud », a déclaré le Président malgache lors du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Les espoirs suscités par les ODD sont immenses. Il s'agit désormais de passer du stade des engagements à l'action et à la mise en œuvre », a-t-il ajouté.

M. Rajaonarimampianina a indiqué que le Plan national de développement adopté par Madagascar est aligné sur les ODD en mettant l'accent sur la protection sociale, la santé et l'éducation à travers la mise en place d'une couverture santé universelle, le renforcement de la couverture vaccinale et le recrutement de dizaines de milliers d'instituteurs sur l'île.

A la tribune de l'Assemblée générale, le chef de l'Etat malgache a appelé la communauté internationale à appuyer les politiques de développement en faveur des jeunes rappelant qu'ils constituent avec les femmes et les filles les « pivots » des politiques publiques mises en place par Madagascar.

M. Rajaonarimampianina a également annoncé l'ambition de Madagascar de moderniser son agriculture pour « augmenter la productivité et développer davantage l'agriculture biologique » afin d'assurer une autonomie alimentaire en conformité avec le deuxième Objectif de développement durable.

Le Président malgache a rappelé que son pays a signé l'Accord de Paris et qu'il fait partie des pays qui subissent en permanence les effets dévastateurs du changement climatique. « Nous prônons un développement responsable qui préserve l'environnement » a-t-il souligné. « En retour, nous nous attendons à une allocation et répartition équitable des ressources du Fond vert et à des transferts de technologies adaptés pour compenser notre perte de compétitivité. Nous devons notamment renoncer à des énergies coûteuses, polluantes et dangereuses pour notre environnement commun ».

## Le Bénin appelle à éradiquer la pauvreté de masse



Président du Bénin, Patrice Talon, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

**22 septembre** - Le Président du Bénin, Patrice Talon, a appelé jeudi la communauté internationale à n'épargner aucun effort pour éradiquer la pauvreté de masse, dans un discours lors du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Notre monde, tel qu'il est aujourd'hui ouvert, subira plus que jamais les conséquences de la pauvreté, notamment les mouvements migratoires incontrôlables et déstabilisants, si rien n'est fait », a déclaré M. Talon.

« La pauvreté de masse est désormais une menace majeure pour l'humanité. A l'instar de la détermination qui nous a conduits à la COP-21 (qui a produit l'Accord de Paris de décembre 2015 sur le climat), il convient de mettre urgemment en place un programme global d'éradication de la pauvreté de masse », a-t-il poursuivi.

Dans cette perspective, M. Talon a souhaité « interpeller les pays les plus développés et les institutions de financement du développement, pour la mise en œuvre d'une action collective volontariste à même d'éradiquer la pauvreté qui marginalise dangereusement la plupart des pays d'Afrique ».

« Les pays d'Afrique devront bien évidemment prendre leur part de responsabilités en oeuvrant davantage pour la stabilité politique et surtout pour la bonne gouvernance », a-t-il cependant souligné.

A cet égard, il a assuré que le Bénin était « engagé dans cette dynamique » et avait « entrepris les réformes politiques, administratives et de bonne gouvernance nécessaires ».

« A cela s'ajoutent sa stabilité politique vieille de presque un demi-siècle et la maturité de sa démocratie : toutes choses qui rendent le Bénin apte à réaliser les Objectifs de développement durable (ODD), pour peu qu'il bénéficie des appuis adéquats », a conclu le Président béninois.

Les ODD, au nombre de 17, incluent l'élimination de la grande pauvreté. Ils ont été adoptés par la communauté internationale en septembre 2015 dans le cadre d'un Programme de développement durable à l'horizon 2030.

## La Côte d'Ivoire appelle les pays développés à respecter leurs engagements en faveur des pays en développement



Président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

**22 septembre** - Soulignant la bonne santé économique de son pays, le Président ivoirien, Alassane Ouattara, a déclaré jeudi vouloir mobiliser les moyens nécessaires pour réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) et a annoncé que son pays déposerait les instruments de ratification de l'Accord de Paris sur les changements climatiques avant la fin de l'année.

« Nous devons poursuivre sans relâche, la mise en œuvre des ODD et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour les 15 prochaines années », a dit le Président ivoirien lors du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Ils nous faut gagner le combat contre la misère et la pauvreté pour éviter à l'humanité, les conséquences dramatiques que pourrait révéler l'échec du développement », a-t-il souligné invitant les pays développés à respecter leurs engagements en faveur des pays en développement dans le cadre de la mise en œuvre des ODD et du financement du développement décidé à la conférence d'Addis Abeba en juillet 2015.

Face aux nombreux conflits en cours, M. Ouattara a jugé que le Conseil de sécurité ne pourra pas les résoudre efficacement s'il garde sa configuration et son fonctionnement actuels. « Mon pays invite tous les Etats membres au sursaut, afin de parvenir à une réforme globale et juste du Conseil de sécurité », a-t-il déclaré, précisant qu'une telle réforme renforcerait la légitimité du Conseil aux yeux du monde entier et plus particulièrement pour les jeunes générations.

Le chef de l'Etat ivoirien a saisi cette occasion pour appeler les Etats membres à soutenir la candidature de son pays à un siège de membre non-permanent du Conseil de sécurité soulignant qu'elle avait déjà reçu le soutien de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union africaine.

M. Ouattara a également souligné que la communauté internationale doit se mobiliser pour combattre « avec la plus grande fermeté et la plus grande détermination » le terrorisme et que les Nations Unies doivent, plus que par le passé, coordonner l'engagement international à cet égard. « Si rien n'est fait collectivement pour supporter le coût de la sécurité de tous, nos pays en développement investiront dans leurs sécurité nationale, les ressources qui manqueront demain aux investissements sociaux prioritaires », a-t-il souligné. « Avec les graves conséquences que l'on sait compte tenu de la jeunesse de nos populations ».

« La Nation ivoirienne poursuit son développement et la modernisation de ses institutions », a affirmé le Président ivoirien, rappelant que l'organisation de l'élection présidentielle de 2015 a scellé le retour de la paix et de la stabilité en Côte d'Ivoire.

Avec la levée par le Conseil de sécurité en avril 2016 du régime des sanctions et le départ programmé de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) en juin 2017, le Président ivoirien s'est dit particulièrement fier de ce qu'il considère comme une 'success story' dans l'histoire des opérations de maintien de la paix.

## La Palestine dénonce la poursuite des colonies de peuplement israéliennes



Président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

**22 septembre** - Le Président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, a vivement critiqué jeudi la politique d'Israël dans les territoires palestiniens occupés, dénonçant tout particulièrement la poursuite des colonies de peuplement israéliennes.

« Nous restons engagés par les accords conclus avec Israël depuis 1993 », a déclaré M. Abbas dans un discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies. « Mais Israël doit honorer sa part de ces engagements et agir afin de résoudre toutes les questions relatives au statut » des Palestiniens et « cesser toutes ses activités de peuplement, ainsi que ses agressions contre nos villes, nos villages et nos camps de réfugiés ».

« Nous n'accepterons jamais la perpétuation de la situation actuelle », a affirmé M. Abbas.

Rappelant que les accords d'Oslo de 1993 prévoyaient la fin de l'occupation des territoires et la création d'un Etat palestinien indépendant dans les cinq ans, il a déclaré : « Mais Israël est revenu sur les engagements qu'il avait signés et, jusqu'à ce jour, persiste avec son occupation et continue d'étendre son entreprise de peuplements illégaux, ce qui compromet la réalisation de la solution à deux Etats suivant le tracé des frontières d'avant 1967 ».

« Israël veut-il un seul Etat ? », a-t-il lancé.

M. Abbas a déploré que 12 résolutions du Conseil de sécurité condamnant l'installation de colonies de peuplement dans les territoires occupés depuis 1967 n'aient pas été suivies d'effet, ce qui, a-t-il estimé, encourage Israël à continuer.

Le dirigeant palestinien a souhaité l'organisation d'une Conférence internationale de paix, suivant une proposition de la France. « Nous espérons que tous les Etats du monde appuieront la tenue de cette conférence internationale de paix avant la fin de cette année », a-t-il dit. « S'il n'y a ni conférence internationale, ni négociations directes, comment pouvons-nous parvenir à la paix ? », a-t-il demandé.

M. Abbas a réaffirmé qu'il ne serait « pas possible de vaincre le terrorisme et l'extrémisme et de parvenir à la sécurité et à la stabilité dans la région sans qu'il soit mis fin à l'occupation de la Palestine par Israël et sans assurer la liberté et l'indépendance du peuple palestinien ».

Il a conclu en appelant les représentants des 193 Etats membres de l'ONU à déclarer 2017 « Année internationale de la cessation de l'occupation israélienne ».

## Sécurité aérienne : le Conseil de sécurité réclame des mesures pour répondre à la menace terroriste



Un avion transportant de l'aide humanitaire.  
Photo PAM

**22 septembre** - Le Conseil de sécurité a demandé jeudi aux Etats, lors d'un débat ministériel inédit sur la sécurité aérienne, de prendre des mesures à la fois collectives, dans le cadre de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), et individuelles, pour répondre efficacement à la menace terroriste.

L'aviation civile étant devenue une cible de choix pour les groupes terroristes, et par voie de conséquence une menace contre la paix et la sécurité internationales, le Conseil de sécurité, par la résolution 2309 (2016), adoptée à l'unanimité, demande par exemple aux Etats de « veiller à ce que des mesures efficaces et fondées sur les risques soient en place

dans les aéroports relevant de leur juridiction, notamment en renforçant les contrôles de sécurité, le filtrage et la sécurité des installations ».

Les États sont appelés à « renforcer les procédures de contrôle de sécurité » et à « maximiser la promotion, l'utilisation et l'échange de technologies nouvelles et de techniques novatrices permettant de détecter au mieux les explosifs et autres menaces ».

Le Conseil leur demande de « renforcer leur coopération internationale et régionale afin d'intensifier l'échange d'informations, les contrôles aux frontières, le maintien de l'ordre et la justice pénale afin de mieux contrer la menace que constituent les combattants terroristes étrangers, notamment ceux qui rentrent au pays ».

L'OACI et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT) sont invités à « poursuivre leur coopération pour déceler les lacunes et failles touchant la sécurité de l'aviation ». Le Conseil prie le Comité contre le terrorisme de tenir dans les 12 mois, en coopération avec l'OACI, une réunion spéciale sur la question des menaces terroristes contre l'aviation civile.

À l'occasion du débat, que présidait le Ministre néo-zélandais des affaires étrangères, M. Murray McCully, ministres et représentants ont souligné l'évolution de la menace terroriste contre l'aviation civile et les défis qu'elle représente, échangeant leurs vues sur la façon de renforcer la coopération internationale, en particulier sous les auspices de l'OACI.

L'OACI, instauré par la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944 (la « Convention de Chicago »), est l'organe mondial qui élabore les normes internationales de sécurité aérienne et en surveille l'application.

Elle est l'une des 38 entités de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme qui a pour mandat de renforcer la coordination et la cohérence des efforts de lutte contre le terrorisme dans le système des Nations Unies, a rappelé, dans son exposé, sa Secrétaire générale, Mme Fang Liu.

Les plus de 12.000 normes et pratiques recommandées contenues dans 19 annexes de la Convention contribuent, a-t-elle expliqué, à aider les États, les compagnies aériennes, les aéroports et d'autres à coopérer dans la gestion de plus de 100.000 vols quotidiens, permettant ainsi à 3,5 milliards de passagers par an, soit 10 millions de voyageurs par jour, et à un tiers du commerce mondial, d'atteindre leur destination dans le monde, en toute sécurité et en toute efficacité.

## L'ONU appelle les Etats à respecter leurs engagements pris au Sommet humanitaire mondial d'Istanbul



Une famille déplacée de Mossoul vivant dans un camp dans les faubourgs d'Erbil, en Iraq. Photo HCR/Cingzir Yar

**22 septembre** - Quatre mois après le premier Sommet humanitaire mondial à Istanbul, en Turquie, le Secrétaire général a demandé jeudi à tous ceux qui ont participé à ce Sommet de respecter leurs engagements et de transformer leurs promesses en résultats significatifs pour les millions de personnes touchées par les crises.

« Le Sommet a confirmé que nous ne pouvons pas continuer comme d'habitude », a déclaré M. Ban lors d'une réunion de haut niveau destinée à faire le point, en marge du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Il a appelé les dirigeants du monde, la société civile et les organisations internationales à procéder à des changements concrets pour faire face aux conséquences croissantes des crises humanitaires et réduire le besoin humanitaire, le risque et la vulnérabilité dans les années à venir.

Lors de cette réunion, M. Ban a présenté son plan d'action pour la suite du Sommet humanitaire mondial. Il a souligné la nécessité de faire le point sur les réalisations et les progrès accomplis lors d'une réunion de haut niveau qui aurait lieu dans les trois à cinq prochaines années.

Le Président de l'Assemblée générale, Peter Thomson, a souligné pour sa part que « les personnes vivant dans les crises humanitaires ou dans des situations de risque et de vulnérabilité extrême sont les personnes à qui nous avons dit que nous ne les abandonnerons pas. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 exige cela de nous ».

Afin de faciliter la transparence et de présenter les résultats, le Secrétaire général a lancé un site web appelé la [Plateforme d'action, d'engagements et de transformation \(PACT\)](#). Le PACT sera un espace dynamique, facilitant l'engagement autour du « Programme pour l'humanité » et catalysant des nouveaux partenariats.

« Nous devons tous prendre la responsabilité de nous assurer que le Sommet conduit à des résultats concrets sur le terrain pour ceux qui en ont le plus besoin », a dit le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence des Nations Unies, Stephen O'Brien.

« Nos actions à l'avenir détermineront si la vie des autres personnes sont sauvées, leurs familles, leurs maisons et leurs moyens de subsistance protégés, leur risque de crises réduit et leur résilience renforcée. Ce sera un test de notre engagement collectif », a-t-il ajouté.

## De grandes voix de l'humanitaire et du développement appellent à un soutien accru aux personnes déplacées internes



Kako, âgés de 3 ans, et d'autres enfants déplacés dans le village de Tagal, dans la région du Lac Tchad, au Tchad. Photo: UNICEF/UN028762/Tremeau

**22 septembre** - Des personnalités du mouvement humanitaire et du développement ont appelé jeudi à accroître l'aide aux personnes déplacées internes et aux communautés qui les accueillent, en rappelant que toutes les victimes de conflits ne quittent pas nécessairement leur pays.

Dans une lettre ouverte aux dirigeants du monde, ces personnalités se félicitent de l'attention portée ces dernières années au sort des réfugiés, des demandeurs d'asile et des autres migrants. Ils saluent à cet égard l'adoption cette semaine, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, de la Déclaration de New York sur les réfugiés et les migrants.

Mais ils soulignent que « la grande majorité des personnes qui ont été contraintes de fuir leur habitation n'ont pas encore

franchi de frontière internationale ».

« Elles aussi ont fui un conflit armé, des violences ou des catastrophes naturelles. Cependant, du fait qu'elles sont déplacées à l'intérieur des frontières de leur pays, leur sort n'a pas été documenté, en fait il est souvent oublié », dit la lettre, précisant que sur les 65,3 millions de personnes déplacées de force dans le monde, 40,8 millions, soit 60% du total, sont des déplacés internes. « Il s'agit de la majorité invisible des personnes déplacées », dit la lettre.

Parmi les signataires de cette lettre, figurent l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Helen Clark, le Secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des affaires humanitaires, Stephen O'Brien, Chaloka Beyani, Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits humains des personnes déplacées internes, Jan Egeland, Secrétaire général du Conseil national des réfugiés de Norvège, et David Miliband, président de l'International Rescue Committee.

Prenant l'exemple d'Aylan Kurdi, le petit garçon syrien de trois ans dont la photo du corps sans vie sur une plage de Turquie a choqué le monde, les signataires soulignent que lorsque sa famille a fui son domicile, elle s'est déplacée plusieurs fois en territoire syrien, à la recherche d'un refuge. « C'est l'absence de soutien et les conditions de vie très difficiles qui ont poussé la famille à entreprendre le déplacement le plus dangereux et à quitter le pays, avec les conséquences tragiques que nous connaissons », soulignent-ils.

« Ce serait un grave échec humanitaire si nous limitions le nombre de ceux à qui nous portons assistance sur la base de lignes sur une carte. Notre travail est guidé par l'humanité et l'humanité ne connaît pas de frontières », dit encore la lettre.

« Nous ne devons laisser personne sur le bord de la route », poursuit le texte. Rappelant qu'il s'agit là d'un engagement pris par la communauté internationale dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté l'année dernière, les signataires affirment : « Il ne peut y avoir de développement durable si les 40 millions et plus de personnes déplacées internes sont laissées de côté ».

## L'ONU célèbre le 30e anniversaire de la Déclaration sur le droit au développement



Vue générale de la salle de l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

**22 septembre** - L'Organisation des Nations Unies a célébré jeudi le 30e anniversaire de la Déclaration sur le droit au développement, dont les grandes lignes, a noté le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, se retrouvent dans le Programme pour le développement durable à l'horizon 2030 adopté l'an dernier.

Le 4 décembre 1986, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait cette déclaration qui établit sans équivoque le développement comme un droit inaliénable et met les gens au centre du processus de développement.

La déclaration souligne que tout le monde a « le droit de participer et de contribuer, et profiter du développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les humains les droits et les libertés fondamentales peuvent être pleinement réalisés ».

« Au cours des trois décennies écoulées depuis son adoption, le monde a radicalement changé », a dit jeudi M. Ban lors d'une réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies commémorant les 30 ans de la déclaration. « Notre compréhension de la relation entre l'environnement et le développement a été transformé par le concept de développement durable », a-t-il ajouté.

Malgré les progrès effectués ces 30 dernières années, le Secrétaire général a rappelé que les pays en développement luttent toujours avec la diversification de leurs économies, le commerce international, les questions macroéconomiques et budgétaires et la garantie de cadres équitables et durables pour l'utilisation des ressources naturelles.

« Le Programme à l'horizon 2030 reconnaît explicitement la Déclaration et reflète son esprit », a déclaré M. Ban. « L'accent qu'il met sur l'égalité, la participation, l'autonomisation et le fait que personne ne soit laissé de côté, fait écho à la définition du droit au développement comme un 'droit inaliénable de l'homme' ».



Pour le chef de l'ONU, le Programme à l'horizon 2030 reconnaît, comme la Déclaration, que chaque pays est responsable au premier chef de son propre développement économique et social tout en affirmant que la coopération et les partenariats internationaux sont essentiels pour assurer la mise en œuvre.

« Le Programme à l'horizon 2030 a un potentiel sans précédent pour répondre aux aspirations qui ont motivé la Déclaration sur le droit au développement, et qui restent critiques à ce jour », a conclu le Secrétaire général.

## Lutte contre la faim : des progrès mais une mobilisation est nécessaire pour une élimination complète, selon l'ONU



Un enfant est pesé dans un centre d'alimentation thérapeutique soutenu par l'UNICEF dans un hôpital au Malawi. Photo UNICEF/Sebastian Rich

**22 septembre** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est félicité jeudi du recul de la faim dans le monde, tout en appelant à la mobilisation pour son élimination totale, l'un des principaux objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté l'an dernier par la communauté mondiale.

Rappelant qu'il avait lancé en 2012 à Rio de Janeiro un Défi pour en finir avec la faim (Zero Hunger Challenge), M. Ban a souligné que depuis lors, le nombre des personnes sous-alimentées dans le monde avait diminué de 70 millions.

Mais, a-t-il ajouté, « il est inacceptable que, dans un monde d'abondance, près de 800 millions de personnes souffrent toujours de la faim ». « Ceci représente un échec moral et

politique », a-t-il dit.

Toutefois, avec le Programme de développement à l'horizon 2030, le monde a l'occasion d'en finir avec ce fléau, a-t-il affirmé. « Notre objectif est de transformer l'agriculture et les systèmes alimentaires pour apporter la prospérité dans les zones rurales et mettre fin à la pauvreté ; de mettre l'agriculture au cœur de la réponse aux changements climatiques et de construire des sociétés pacifiques sur la base de la sécurité alimentaire ».

Aujourd'hui par exemple, a relevé M. Ban, la résolution du problème du gaspillage de nourriture est devenue « une cause mondiale ».

M. Ban, dont le mandat à la tête de l'ONU s'achève à la fin de l'année, a chargé les trois agences de l'Organisation basées à Rome – l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FOA), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) – de prendre le relais du Défi pour en finir avec la faim.

Ce Défi offre une plateforme pour accélérer l'action à l'échelle mondiale, en réunissant toutes les parties prenantes pour souligner l'importance de l'établissement de systèmes agricoles et alimentaires inclusifs, productifs, durables et résilients, afin de réussir à atteindre l'objectif du Programme 2030.

En acceptant le Défi, le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, a déclaré : « Il fut un temps où la sécurité alimentaire, la nutrition, les moyens d'existence ruraux et l'agriculture durable étaient considérés comme des domaines distincts, relevant de la responsabilité d'acteurs différents. Le succès du Défi, lancé au Brésil et adopté et adapté dans de nombreux pays du monde, démontre que ces questions doivent être traitées ensemble, dans un vaste effort mobilisant les gouvernements, les institutions internationales, les agriculteurs individuels, la société civile et le secteur privé ».

De son côté, le président du FIDA, Kanayo Nwanze, a affirmé qu'il était possible de parvenir à en finir avec la faim. « Mais seulement si nous concentrons nos efforts sur les pays en développement où vivent la plupart des pauvres et des personnes souffrant de malnutrition ».

## Soudan du Sud : Ban Ki-moon appelle à faire pression sur les parties en conflit pour mettre fin aux violences



Une délégation du Conseil de sécurité visite un site de protection des civils au Soudan du Sud.  
Photo MINUSS/Eric Kanalstein

**22 septembre** - A l'occasion d'une réunion de haut niveau sur la situation humanitaire au Soudan du Sud à New York, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé jeudi à faire pression sur les parties en conflit afin de mettre fin aux violences dans ce pays.

« Je demande instamment à tous ceux dans cette salle qui ont une influence de faire pression sur les parties prenantes et leurs dirigeants pour inverser l'escalade de la violence », a dit M. Ban dans un discours. « Les parties prenantes doivent respecter l'accord de paix qu'elles ont signé il y a plus d'un an et s'orienter vers la reconstruction de cette jeune nation fracturée ».

« En attendant, nous ne pouvons pas laisser la population du Soudan du Sud souffrir », a-t-il ajouté.

Le Soudan du Sud, indépendant depuis cinq ans, connaît depuis début juillet un regain de violences entre les partisans du Président Salva Kiir et ceux de son rival, l'ancien premier Vice-Président Riek Machar, remettant en cause l'accord de paix signé en août 2015.

Depuis le début de la guerre civile en décembre 2013, les violences ont tué des dizaines de milliers de personnes et forcé 2,6 millions d'autres à fuir, dont plus d'un million ont trouvé refuge dans les pays voisins. Six millions de personnes ont besoin d'une assistance, soit la moitié de la population.

« Un million d'enfants ne bénéficient d'une éducation parce que leurs écoles ont été détruites, endommagées, occupées ou fermées », a dénoncé le chef de l'ONU. « 4,8 millions de personnes sont confrontées à de graves pénuries alimentaires ».

« Pendant des années, le Soudan du Sud a lutté pour gagner son indépendance. Maintenant, il se bat pour sa survie. Rarement un tel espoir n'a été gaspillé si rapidement », a-t-il ajouté.

« Une fois de plus, les dirigeants du pays ont recours aux armes et à une politique identitaire pour résoudre leurs différends. Les enfants, les femmes et les hommes du Soudan du Sud le paient de leur vie », a conclu M. Ban.

Début septembre, une délégation du Conseil de sécurité de l'ONU a effectué une visite de trois jours au Soudan du Sud pour réaffirmer son soutien à la paix et réitérer ses appels au gouvernement pour qu'il respecte ses engagements.

## L'ONU invite les Etats à intensifier la lutte contre les attaques visant le patrimoine culturel



Des résidents de Tombouctou passent devant la mosquée Djingareyber, l'une des structures architecturales historiques avec la mosquée Sankore, la mosquée Sidi Yahia et 16 autres mausolées et lieux saints sacrés, qui ont permis à Tombouctou d'obtenir la désignation de site du Patrimoine mondial par l'UNESCO. Photo ONU/Marco Dorm

**22 septembre** - A l'occasion d'une réunion de haut niveau sur la protection du patrimoine culturel en marge du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a invité jeudi les Etats à protéger les trésors de l'humanité et à mettre fin au trafic illicite de biens culturels.

« Aujourd'hui, j'appelle la communauté internationale à intensifier la lutte mondiale contre les attaques visant le patrimoine culturel. Nous avons une solide base juridique que nous devons utiliser pour protéger les trésors et mettre fin au trafic illicite », a dit M. Ban dans un message lu en son nom par la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, lors de cette réunion organisée à l'initiative de l'UNESCO, d'Interpol et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Le chef de l'ONU a rappelé que des attaques contre le patrimoine culturel ont eu lieu au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, au Yémen, au Mali et ailleurs.

« Cette tactique de guerre est aussi un crime de guerre », a-t-il affirmé. « Les combattants qui attaquent des trésors culturels veulent endommager non seulement ces biens, ils cherchent aussi à déchirer le tissu social ».

Il a rappelé que les Nations Unies ont pris des mesures pour restaurer et reconstruire des sites endommagés. A Tombouctou, au Mali, l'UNESCO a ainsi apporté son aide pour reconstruire 14 mausolées.

La Cour pénale internationale (CPI) a également ouvert pour la première fois un procès pour la destruction de ces mausolées. « Cela peut mettre fin à l'impunité », a estimé le Secrétaire général. Il a aussi noté que plus d'une trentaine de pays ont pris des mesures pour lutter contre le trafic illicite de biens culturels. Des 'antiquités du sang' ont ainsi été saisies dans de nombreux pays.

La Directrice générale de l'UNESCO a pour sa part exprimé jeudi sa profonde préoccupation concernant les pertes en vies humaines et les gros dégâts causés à des bâtiments historiques dans la Vieille ville de Sana'a, au Yémen, à la suite de bombardements le 20 septembre 2016.

« C'est un coup à l'identité et à l'histoire du Yémen, ce qui ne peut qu'approfondir les souffrances de sa population », a-t-elle dit dans un communiqué de presse. « De nouveau, j'appelle toutes les parties prenantes à éviter de viser des sites du patrimoine culturel ».

## RDC : le chef des droits de l'homme de l'ONU met en garde contre une détérioration de la situation



Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein (centre), lors de sa visite en République démocratique du Congo en juillet 2016. Photo: MONUSCO/Myriam Asmani

**22 septembre** - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a émis une forte mise en garde jeudi contre la détérioration de la situation en République démocratique du Congo (RDC) et insisté sur le fait que des comptes devaient être rendus pour la mort de dizaines de civils et autres violations des droits de l'homme commises lors de la flambée de violence survenue en début de semaine.

« Je suis profondément attristé par l'explosion de violence survenue récemment dans la capitale, Kinshasa. Le nombre important de victimes civiles, l'incendie du siège de plusieurs partis politiques et la situation toujours très tendue sont un avertissement clair qu'une crise de grande envergure pourrait survenir très prochainement », a déclaré le Haut-Commissaire. « Les signes sont là, et les autorités doivent abandonner leur position

extrêmement conflictuelle et construire des ponts avec l'opposition. »

Au moins 50 personnes, dont quatre policiers, auraient été tuées lors des heurts et violences survenus dans la capitale Kinshasa les 19 et 20 septembre, et au moins 77 autres personnes blessées. Les vérifications se poursuivant, ces chiffres pourraient être significativement revus à la hausse.

« Des civils ont été tués par des tirs dans la tête ou à la poitrine, et je condamne fortement la force excessive dont ont clairement fait usage les forces de défense et de sécurité à l'encontre de manifestants dans la capitale. Je suis tout particulièrement choqué par des rapports selon lesquels des hommes en uniforme ont directement pris part à certaines des attaques contre les sièges de six partis politiques d'opposition, dont celui de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) », a déclaré M. Zeid. « Il s'agit, sans aucun doute possible, d'une attaque contre la démocratie et les droits de l'homme les plus fondamentaux. Ce dont la RDC a besoin aujourd'hui, c'est d'un climat plus favorable à un dialogue inclusif et à des élections libres et équitables. »

Le Haut-Commissaire a déclaré avoir reçu des rapports indiquant que la Garde républicaine, l'Agence nationale de renseignements (ANR) et la Police nationale congolaise (PNC) avaient mené des raids et des perquisitions dans des résidences de certains quartiers de la capitale, empêchant les civils de quitter leurs maisons pendant plusieurs heures. Il a aussi fait part de sa préoccupation toute particulière concernant les allégations de détention arbitraire par la police non seulement à Kinshasa, mais aussi à Kisangani, Tshikapa et Goma, y compris à l'encontre de journalistes qui tentaient de couvrir les manifestations dans la capitale le 19 septembre. Selon des rapports, quelque 300 personnes auraient été arrêtées depuis lundi.

Zeid Ra'ad Al Hussein a rappelé au gouvernement ses obligations concernant le respect des standards internationaux en matière de recours à la force lors de manifestations. « Le déploiement de la Garde républicaine pour contrôler la foule, en dépit de leur forte implication dans des cas d'usage excessif de la force ayant fait de nombreuses victimes lors des élections de 2011, est profondément préoccupant. J'exhorte le gouvernement à retirer la Garde républicaine des rues sans aucun délai et à déployer, à la place, des forces de police formées de manière adéquate et dotées d'un équipement approprié pour contrôler les foules », a-t-il dit. Le Haut-Commissaire a aussi regretté que nul n'ait été tenu responsable pour les graves violations des droits de l'homme commises par les membres de la Garde républicaine et de la police dans le cadre des élections de 2011.

« Lors de ma visite en RDC en juillet dernier, j'avais souligné que le pays était à un moment charnière, avec une hausse des tensions et l'approche d'échéances électorales cruciales. J'avais aussi averti que l'incertitude politique pourrait aboutir à une crise grave et à une flambée de violence. Pour quitter cette trajectoire dangereuse, un dialogue réellement inclusif doit être rétabli et toutes les parties en présence faire preuve de retenue. Il est absolument crucial de garantir que justice soit faite pour les nombreuses violations des droits de l'homme survenues cette semaine, grâce à une enquête rapide, transparente et impartiale. »

Le Haut-Commissaire a aussi fortement condamné les attaques par des assaillants non identifiés contre le siège du parti au pouvoir, un tribunal, une école et plusieurs bâtiments gouvernementaux, dont des stations de police, et d'autres actes

criminels, parmi lesquels des pillages et des destructions de propriété. Il a insisté sur le fait que l'enquête devrait aussi chercher à identifier les personnes responsables de ces attaques et garantir qu'elles répondent de leurs actes, en conformité avec la loi.

« Mon organisation est prête à fournir tout le soutien nécessaire aux autorités congolaises dans leurs enquêtes », a déclaré le Haut-Commissaire.